

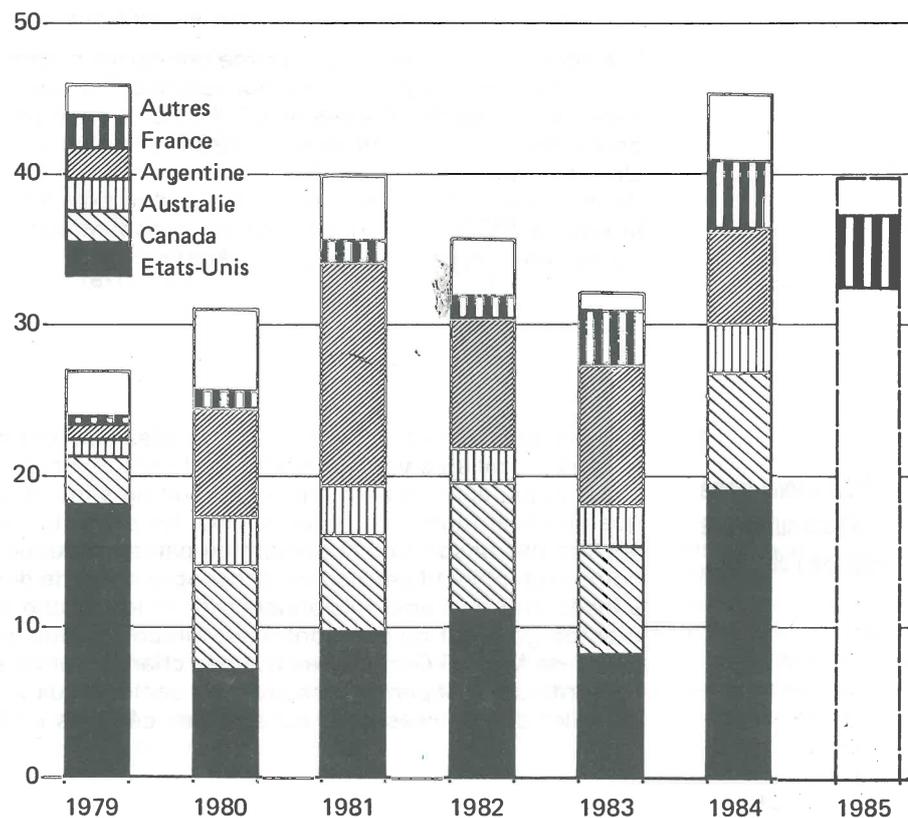
## L'avenir des achats céréaliers soviétiques

Il y aura dix ans, en octobre 1985, qu'a été signé le premier accord céréalié à long terme entre l'Union soviétique et les Etats-Unis. Auparavant, l'URSS n'avait acheté des céréales qu'en quantités limitées et de façon sporadique. Depuis 1975, une série d'accords plus ou moins formels ont été conclus. La plupart expirent entre 1986 et 1988. Quel est leur avenir, et plus généralement celui des achats céréaliers soviétiques ?

1  
L'URSS détient  
un rôle-clé  
sur le marché  
international...

L'URSS est actuellement le principal acheteur sur le marché céréalié : en valeur, elle représente depuis quelques années le sixième environ de la demande internationale. L'avenir de ses achats intéresse particulièrement la France qui, depuis 1983, a satisfait environ 12 % des besoins soviétiques d'importation (graphique A). Ses ventes à l'Union soviétique ont représenté quelque 30 % de ses ventes totales de blé en 1983 et 54 % de ses exportations hors CEE. La France est, parmi les pays de la Communauté européenne, celui dont l'avenir agricole dépend le plus de ses exportations hors de cette zone. En outre, les conditions dans lesquelles s'opèrent les achats céréaliers soviétiques peuvent exercer un effet déstabilisateur sur le marché et donc sur les prix.

GRAPHIQUE A  
Principaux fournisseurs  
de l'URSS en céréales  
(en millions de tonnes)



Source : United States Department of Agriculture.

2  
... et réalise  
une bonne opération  
financière

Développer sa production agricole coûte très cher à l'économie soviétique. L'agriculture mobilise une part de plus en plus importante de ses ressources d'investissement — de 22 % en 1965, elle est passée depuis 1975 à 27 % — avec un rendement décroissant depuis plus de deux décennies. Pour compenser la charge de plus en plus lourde des consommations intermédiaires, les prix agricoles à la production ont été sensiblement relevés en janvier 1983 alors que les prix à la consommation sont restés stables. De plus, des prix plus élevés ont été fixés dans les exploitations où les conditions naturelles étaient les moins bonnes, méthode coûteuse pour stimuler le développement marginal de la production. C'est pourquoi les subventions agricoles <sup>(1)</sup>, qui avait déjà fortement augmenté entre 1965 et 1980, ont plus que doublé ces quatre dernières années, atteignant en 1984 près de 55 milliards de roubles, soit près de la moitié de la valeur ajoutée du secteur (tableau 1).

TABEAU 1  
Les subventions agricoles  
en URSS  
(en milliards de roubles\*)

1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984
2,0	13,0	20,0	20,8	23,6	25,6	27,7	25,0	n.d.	40,0	48,0	55,0

Sources :

- Presse soviétique pour les années 70, 80, 82, 83 et 84 ;
- Estimation Vladimir Tremi' (Joint Economic Committee) pour les autres années.

\* Le taux de conversion du rouble en dollar varie selon les années, les valeurs extrêmes ayant été de 1,54 en 1980 et 1,23 en 1984.

Dans ces conditions, les importations de céréales sont d'autant plus avantageuses pour l'Union soviétique que les prix mondiaux sont situés en deçà des coûts réels de production. Les subventions à la production et à l'exportation, qui permettent de maintenir des prix mondiaux relativement bas, bénéficient aux acheteurs, et donc à l'URSS qui est le premier d'entre eux. En outre, le monopole d'Etat des échanges extérieurs, les fortes variations des récoltes soviétiques, leur caractère confidentiel ainsi que celui des stocks, mettent l'URSS en position de force pour intervenir à bon escient sur le marché international.

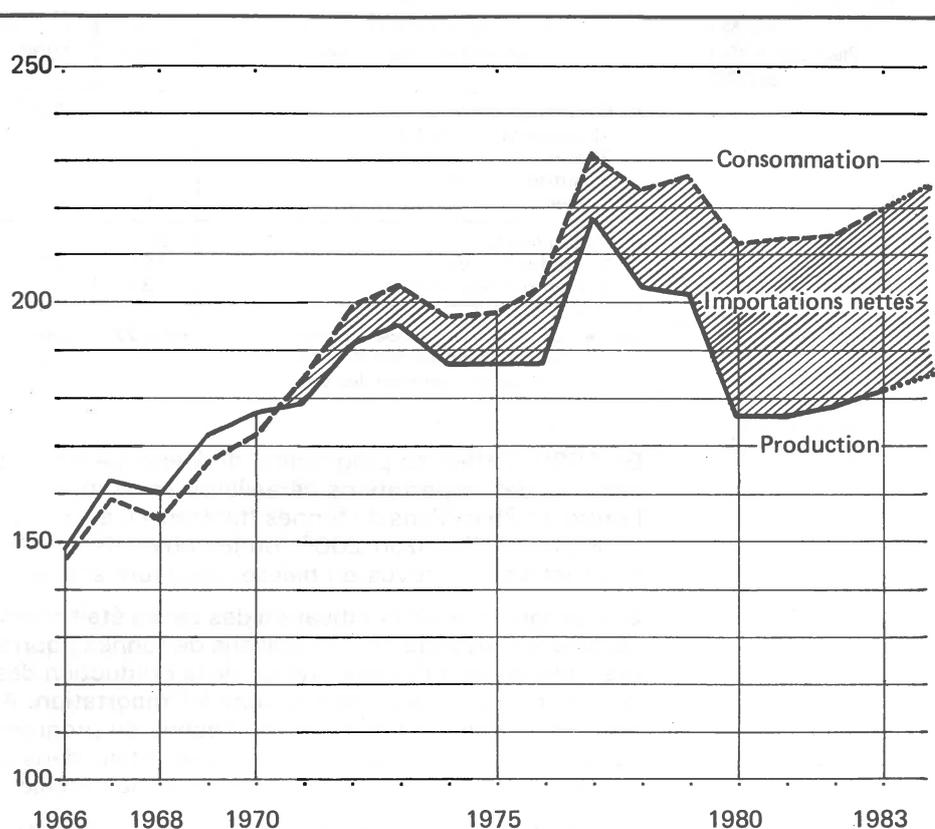
Les accords céréaliers à long terme ont certes permis d'éviter que se renouvelle la situation de 1972-1973 où, par surprise, l'URSS a pu acquérir plus de 20 millions de tonnes de céréales aux 3/4 du prix payé par les autres acquéreurs. Au cours des trois derniers mois de 1984, elle n'en a pas moins acheté aux Etats-Unis des quantités considérables de maïs à des prix particulièrement faibles ; de même a-t-elle attendu la fin de l'année pour effectuer ses achats d'orge à la France (300 000 tonnes environ) obtenant aussi des prix inférieurs à ceux qu'avaient payés les autres acquéreurs.

3  
Mais à long terme  
l'auto-suffisance  
demeure l'objectif...

Aussi avantageuses financièrement qu'elles puissent être pour l'URSS, les importations céréalieres vont à l'encontre de ses objectifs stratégiques à long terme. La politique agro-alimentaire soviétique ne s'inscrit pas, en effet, dans la logique des avantages comparatifs. Pour les produits alimentaires de base, la couverture des besoins de la population par la production nationale figure toujours comme un objectif permanent des programmes de développement à long terme. L'insécurité de l'approvisionnement sur le marché international et les risques d'embargo n'ont pu que conforter l'Union soviétique dans cette voie, et le discours de Mikhaïl Gorbatchev n'a pas changé sur ce point. « Il est inadmissible de continuer à dépendre des produits occidentaux... » (11 juin 1985)... « et de gaspiller des devises pour acheter des céréales » (7 septembre 1985).

(1) Les subventions aux prix de la viande en constituent plus de la moitié.

GRAPHIQUE B  
**Bilan céréalier de l'URSS**  
 (en millions de tonnes,  
 moyennes triennales)



Sources :

- Annuaires de l'Union soviétique jusqu'en 1980.
- Données de l'US Department of Agriculture pour les années postérieures.

Mais en même temps l'horizon de la réalisation de ces objectifs s'éloigne (graphique B) : pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, les récoltes céréalières des cinq dernières années ont régressé par rapport à celles des cinq années précédentes, et la première estimation qui a été faite pour 1985 (190 millions de tonnes) ne laisse pas envisager un redressement spectaculaire de la situation : les importations atteindraient encore quarante millions de tonnes, et la consommation de viande, qui a stagné de 1975 à 1982, pourrait s'améliorer sans rattraper le retard accumulé. Contrairement à certaines interprétations du discours de M. Gorbatchev du 7 septembre dernier, ce n'est pas encore cette année que le Soviétique moyen consommera 70 kg de viande ; selon les prévisions des responsables eux-mêmes, cet objectif pourra au mieux être réalisé en 1990, et plus vraisemblablement au-delà.

4  
 ... qui peut être atteint  
 à un coût élevé

La situation est apparue suffisamment préoccupante aux leaders soviétiques pour que soient mis en place deux programmes : d'une part, en 1982, un programme alimentaire pour 1990 ; d'autre part, en 1984, un plan de bonification de terres à l'horizon 2000. Ce dernier est fascinant : il rejoint en partie les grands projets « de transformation de la nature » des années cinquante et on y reparle du détournement des eaux des fleuves sibériens. L'ensemble des mesures envisagées — irrigation et drainage — permettrait d'améliorer les conditions de culture sur vingt millions d'hectares, soit par exemple 62 % de la surface agricole utilisée en France en 1980. En particulier, la construction du canal Sibaral, d'une capacité de 1,15 km<sup>3</sup>, permettrait de dégager 27 km<sup>3</sup> d'eau par an de l'Ob et de l'Irtych vers les régions de la mer d'Aral et de la Caspienne, mais le coût de cette seule opération pourrait, selon certaines sources soviétiques, dépasser 100 milliards de roubles.

TABLEAU 2  
Prospective céréalière  
de l'URSS

(en millions de tonnes)	1980	1990	2000		
			1	2	3
<b>A. Besoins globaux</b>	225	245	270	280	270
1) alimentation du bétail	120	132	150	160	150
2) consommation humaine	50	54	} 120	120	120
3) autres utilisations (semences, pertes...)	55	59			
<b>B. Disponibilités</b>	225	245	270	280	270
1) production brute*	191	220	275	240	255
2) importations nettes	34	25	- 5	40	15

Source : Ch. Beaucourt, article à paraître dans le numéro 22 de la Revue du CEPPII  
*Economie prospective internationale*.

\* Y compris variation des stocks.

En 1990, l'effet du programme déjà engagé permet de prévoir une réduction sensible des importations céréalières soviétiques, qui ne seraient plus que de l'ordre de 25 millions de tonnes (tableau 2), avec cependant de fortes variations annuelles. A l'horizon 2000, où les objectifs de consommation de viande par habitant ont été revus en baisse, plusieurs scénarios peuvent être envisagés.

Si le programme de bonification des terres était réalisé (scénario 1), une récolte céréalière moyenne de 275 millions de tonnes pourrait être envisagée. Elle permettrait, grâce à l'augmentation de la production des fourrages non céréalières, de couvrir les besoins sans recours à l'importation. A l'autre extrême, le scénario 2 est fondé sur l'abandon ou l'échec du programme et le maintien de consommations élevées de céréales par le bétail ; dans ce cas, l'URSS continuerait à dépendre fortement des importations de céréales.

L'hypothèse centrale (scénario 3) admet qu'une partie seulement du programme est achevée à l'horizon 2000, mais que, sous l'impulsion de M. Gorbatchev, un effort important est porté à l'amélioration de l'utilisation des ressources. Le résultat sur la production serait médiocre : la récolte moyenne atteindrait 255 millions de tonnes, mais la diminution de la consommation par le bétail permettrait de limiter les importations de céréales à 15 millions de tonnes.

#### Rédaction :

Centre  
d'études prospectives  
et d'informations  
internationales,  
9, rue Georges-Pitard,  
75015 Paris.  
Tél. 842-64-64

Rédacteur en chef :  
Gérard Lafay.

#### Edition :

La Documentation française.  
Abonnement d'un an  
(8 numéros) : 160 F.  
Commande adressée à  
La Documentation française,  
124, rue Henri-Barbusse  
93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception  
de la facture.

Directeur  
de la publication :  
Jean-Michel Charpin.

CPPP n° 1462 AD.  
Dépôt légal n° 1 375,  
3<sup>e</sup> trimestre 1985.

Imp. Maugein - Tulle

Imprimé en France.

## ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE

Revue trimestrielle du CEPPII (\*)  
N° 20, 4<sup>e</sup> trimestre 1984, 120 pages

EDITORIAL	Perspectives 1985-1990 : inquiétudes (Y. Berthelot)
STRATEGIES INDUSTRIELLES	La gestion de la connaissance dans les entreprises multinationales (L. Mytelka)
MONNAIE ET FINANCES INTERNATIONALES	Formation d'une conjoncture mondiale et transmission monétaire de l'inflation (M. Aglietta et V. Coudert)
INTERDEPENDANCES	L'Europe intéresse-t-elle les entreprises européennes ? (D. de Laubier)
A PARTIR DE CHELEM	Le match France-Italie : tout n'est pas joué (A. de Saint-Vaulry)
LU	Le Japon face aux défis du futur (E. Durille)

(\*) En vente à la Documentation Française.

• Abonnement d'un an (4 numéros) ..... 235,00 F  
• Prix au numéro ..... 64,00 F